

Le retour au village des migrants comme exemple des interactions ville/forêt au Sud-Cameroun

Ronan Boudigou* , Daniel Bley,
Hélène Pagezy**, Nicole Vernazza-Licht****

Lors d'un recensement de la population sur la boucle du fleuve Ntem au sud Cameroun¹, nous avons fait le constat qu'un nombre conséquent de personnes résidant dans cette zone forestière avait, à un moment donné de leur cycle de vie, effectué un ou plusieurs séjours dans des centres urbains.

Si les migrants partis à la ville qui retournent dans leur village peuvent avoir des difficultés de réinsertion dans leur milieu d'origine, ils représentent aussi un potentiel d'innovation pour des zones rurales restées encore très traditionnelles.

Sans vouloir opposer ici mode de vie rural et mode de vie urbain, dont les contradictions ont trop souvent été soulignées au détriment des complémentarités et ressemblances, il nous a semblé intéressant d'analyser le comportement de ces personnes une fois retournées au village. Il s'agit de savoir dans quelle mesure des individus socialisés dans un autre milieu que celui d'origine valorisent, une fois réinsérés dans celui-ci, les nouvelles connaissances qu'ils ont acquises.

C'est la raison pour laquelle nous avons essayé de saisir la situation actuelle des migrants de retour en nous posant deux grandes questions :

*C.I.E.H, Université Aix-Marseille III, Pavillon de Lenfant, 346 route des Alpes, 13100 Aix-en-Provence, France

**UMR 6578 du CNRS : Adaptabilité Humaine, Université de la Méditerranée, 27 Bd Jean Moulin, 13385 Marseille Cedex 5, France

¹Recherche effectuée dans le cadre du programme des communautés européennes « Avenir des peuples des forêts tropicales ».

- À quels problèmes sont-ils confrontés lorsqu'ils tentent de se réinsérer ?
- Quelles expériences ont-ils retiré de ce passage en ville et que comptent-ils en faire maintenant qu'ils se sont réinstallés au village ?

Problématique

On peut émettre l'hypothèse, pour ces migrants de retour, qu'ils sont des acteurs du changement social.

- Ils sont susceptibles, plus que ceux restés au village, de s'investir dans des formes de vie sociales novatrices (associations, coopératives). Ils peuvent même, en certains cas, se faire le relais des initiatives institutionnelles.

- Ils peuvent aussi être plus novateurs, en étant à l'initiative de l'introduction de nouvelles cultures, et en étant porteurs de projets variés, tant individuels que collectifs.

- Enfin ces migrants doivent plus facilement s'investir dans des activités annexes ou être les vecteurs de nouvelles pratiques culturelles en matière par exemple d'alimentation, d'habitat ou d'utilisation de l'espace collectif ou privé.

Nous avons distingué plusieurs types de migrants pour les besoins de notre analyse. Ces catégories, par ailleurs sécantes, résultent de la prise en compte de critères supposés discriminants :

- Migrants ayant séjourné dans les grands centres urbains (Yaoundé-Douala).
- Migrants venant essentiellement du milieu rural (Compagnies forestières...).
- Migrants de moins de trente-cinq ans.

Parmi les migrations de retour on peut distinguer globalement :

- celles qui sont prévues, planifiées même : c'est le cas des retraités ou des individus qui ont atteint leur but économique au travers de la migration.

- celles qui concernent des personnes qui n'avaient pas prévu de rentrer et pour lesquelles le retour est une rupture avec leur projet. Il s'agit des personnes victimes de la crise économique (compression de personnel, fermeture de l'entreprise) mais aussi celles qui doivent composer avec des événements familiaux imprévus.

Enfin rappelons que la migration, quelle qu'en soit la direction, n'est pas qu'une action individuelle où l'acteur confronterait les avantages des différents lieux. Les économistes considèrent souvent la migration

du strict point de vue de l'agent rationnel décontextualisé. Ainsi la personne migrerait une fois prise en compte la différence de salaire, le coût direct de la migration et la probabilité d'obtenir un travail en ville (Harris et Todaro, 1970). Courgeau (1983) nous rappelle que l'objectif de la migration est la recherche de meilleures conditions de vie personnelles et familiales. L'action de tout migrant s'inscrit dans des stratégies beaucoup plus larges faisant appel aux réseaux familiaux. Cette volonté d'optimisation des conditions de vie doit être mise en relation avec les stratégies des autres membres de la famille car la migration en Afrique s'articule autour de stratégies individuelles et familiales. De plus, elle subit les effets externes qu'elle ne maîtrise pas (décision politique, conjoncture économique).

La méthode utilisée

Nous avons retenu comme définition du « migrant de retour », les individus qui sont revenus au village après l'avoir quitté pour une période au moins égale à un an et ayant exercé à la ville une autre activité. Cette définition est suffisamment large pour inclure une palette très variée de migrants mais exclut les migrants temporaires, relativement nombreux semble-t-il, qui mettent à profit la période de faible activité agricole pour partir chercher un complément de revenu à la ville.

Le corpus ainsi rassemblé est hétérogène. En effet, l'expérience urbaine de ces migrants est très diverse et dépend du degré de développement des villes de résidence, de la durée du séjour, du type d'activité exercé. Des facteurs indépendants influent aussi sur l'intériorisation de l'expérience urbaine et la valorisation des acquis, notamment le niveau scolaire, la volonté de repartir ou encore l'âge.

Pour l'analyse des trajectoires migratoires, de nombreux travaux proposent des méthodes d'investigation de plus en plus sophistiquées (Picouet, 1991). Cependant la prise en compte d'indicateurs statistiques aussi précis soient-ils paraît insuffisante pour vérifier certaines hypothèses comme par exemple celle soulevée par Manga Bella L. (1994) selon laquelle, « l'effet du migrant de retour sera positif ou négatif au village selon qu'il aura réussi son séjour ou pas ».

Il est évident que des aspects subjectifs sont à prendre en considération. Pour cette raison, nous avons choisi d'utiliser un questionnaire relativement souple, afin de pouvoir interroger un maximum de personnes sur la zone d'étude, et de le compléter par une série d'entretiens approfondis de migrants .

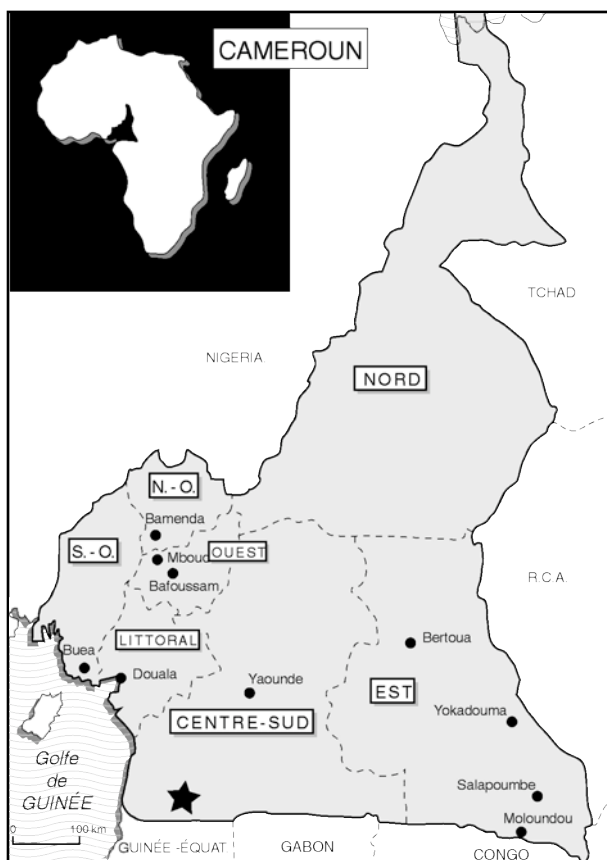
Les réponses obtenues à ces questions ouvertes, d'un contenu riche en informations, ont fait l'objet de classifications pour arriver à extraire une typologie des réponses nous permettant d'obtenir des

résultats quantifiables. Ces derniers, confortés par les entretiens approfondis et des observations de terrain, nous ont permis de valider quelques unes de nos hypothèses.

Le terrain d'étude

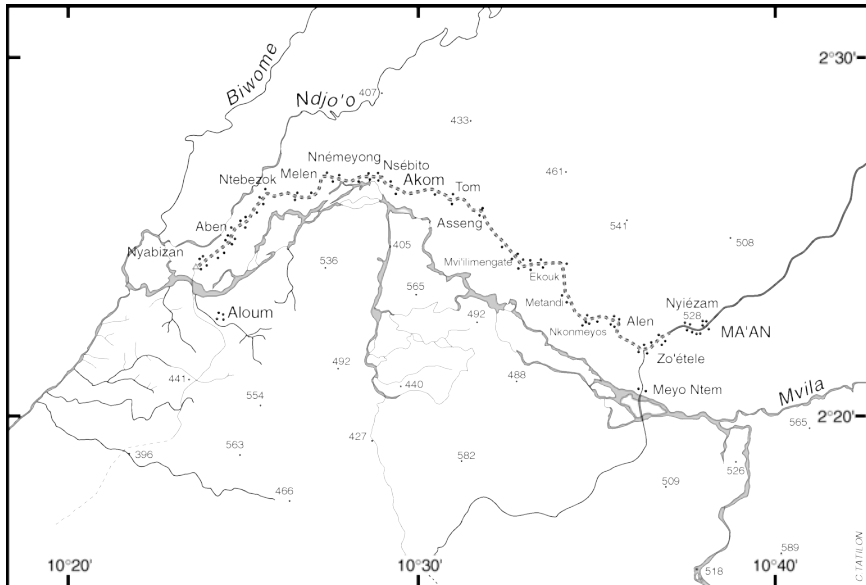
Plusieurs raisons peuvent justifier l'intérêt d'une étude des migrants de retour sur le site de la boucle du Ntem. (cartes 1 et 2)

Carte 1 : Le Cameroun



La première tient à la faiblesse des recherches de terrain effectuées en ce domaine alors même qu'il apparaît comme un élément non négligeable des flux migratoires et une conséquence de la crise économique urbaine particulièrement aiguë en Afrique. Si un grand nombre d'articles et revues traitant de la crise économique urbaine ou des relations entre la ville et le monde rural font état de ce

Carte 2 : Région du Ntem



phénomène, il n'a donné lieu jusqu'à présent, du moins au Cameroun, qu'à très peu d'étude de cas (Gubry P. et Al., 1996; Manga Bella L., 1994; Guimapi C. C., 1991).

La seconde concerne le choix des sites. En effet les seules recherches menées sur ce thème ont porté sur des zones propices à un tel retour : les monts surpeuplés et pauvres de Mandara à l'extrême nord, le département du Ndé, marqué traditionnellement par un fort exode rural et enfin, un village du centre situé dans la sphère d'influence de Yaoundé (Yemesso). Nous pensons qu'il est intéressant d'évaluer ce phénomène sur une région qui ne se distingue pas particulièrement dans l'intensité de ses mouvements migratoires. L'enclavement de la zone et son éloignement des centres urbains secondaires (Ebolowa) ou principaux (Yaoundé, Douala), mais aussi sa faible densité de population et son système socio-économique ne la prédispose pas à se singulariser au niveau des flux de migrants du reste du Cameroun. Elle est donc, en cela, très intéressante à analyser pour juger de l'impact des migrations de retour dans les campagnes du pays.

L'étude a été réalisée sur l'ensemble des treize villages bordant la piste terminant l'axe Ma'an-Ebolowa du village de Nkong-Meyos jusqu'à celui de Nyabizan soit, la zone géographique de la boucle du fleuve Ntem. Celle-ci relève administrativement de l'arrondissement de Ma'an (petit chef lieu de 658 habitants : Timnou J. P., 1993) situé dans le département du Ntem.

Il s'agit d'une région faiblement peuplée (environ 2h/km², RGP 1987) dont les populations pratiquent l'essartage comme agrosystème forestier de zone tropicale humide, mais ce périmètre est inclu dans l'ancien bassin cacaoyer du Sud Cameroun. Cette zone de transition du point de vue de la végétation allie à la forêt semi-caducifoliée dominante des éléments de la forêt atlantique; celle-ci est dégradée le long des axes routiers par l'occupation humaine persistante et la culture cacaoyère. La piste s'achève d'ailleurs à Nyabisan, dernier village administratif de la zone d'étude, au bord du fleuve Ntem et d'un massif montagneux marquant le début de la réserve de Campo.

La population de la région s'étire donc depuis plusieurs décennies le long de l'unique piste reliant tous les villages au chef lieu d'arrondissement (Ma'an). Si la densité rurale est faible, de même que le taux d'urbanisation du département (29,3%), il faut remarquer que la population est très inégalement répartie (Timnou J.P., 1993).

Elle se compose de deux ethnies, les Ntumu et les Mvae toutes deux appartenant au groupe linguistique Pahouin (sous groupe Fang). L'aire de peuplement de ces deux groupes (singulièrement pour les Ntumu) s'étend bien au-delà de notre périmètre d'étude : en effet la même ethnie se trouve largement représentée aussi bien en Guinée Equatoriale qu'au Gabon.

La majorité des habitants sont Ntumu, cependant l'intercompréhension linguistique, l'utilisation des mêmes référents rituels et symboliques ainsi que les mariages mixtes et la proximité résidentielle (Dounias E., 1993) nous ont autorisé à ne pas faire de distinction pour notre sujet entre ces deux ethnies.

Les villages sont généralement monoclaniques et constitués de plusieurs hameaux. Les populations pratiquent le mariage de type exogamique à résidence virilocale : raison pour laquelle nous n'avons pris en compte dans notre corpus que des hommes.

Les migrants de retour : agents privilégiés du changement social

Les migrations sont-elles instigatrices d'un mouvement innovateur de grande ampleur ou s'agit-il de micro-réalisations, voire de projets dont la réalisation dépend autant de facteurs endogènes (vécu du migrant et donc sa capacité propre à innover) qu'exogènes (infrastructures etc...).

La migration peut en effet avoir des impacts bénéfiques pour la population rurale, uniquement dans la mesure où s'enclenche une dynamique de développement par l'intermédiaire d'investissements dans des activités agricoles et extra-agricoles, par l'instauration d'activités nouvelles, par une diversification des filières, et par de nouvelles formes de gestion des ressources (coopératives etc.).

Les facteurs culturels ont été appréhendés à partir de deux indicateurs, le discours tenu par les migrants vis-à-vis des villageois (permettant d'apprécier les écarts dans les conceptions socioculturelles entre migrants et sédentaires) et les nouvelles pratiques culturelles (utilisation de l'espace, mode d'alimentation...).

L'analyse des projets des migrants nous a aussi permis d'apprécier leurs volontés d'innovations et d'évaluer l'impact, sur les diverses initiatives (agricoles ou non), de l'acquisition de savoirs lors de la migration.

Les difficultés de réinsertion au village

Le recueil des principaux griefs des migrants à l'encontre des villageois et le discours, relativement négatif, tenu par certains migrants à propos de leur réinsertion au village nous permettent de comprendre les difficultés socioculturelles du retour et de saisir l'écart entre les conceptions culturelles de notre échantillon et celles de la population générale.

Plus d'un tiers des individus enquêtés mettent l'accent sur les difficultés rencontrées lors de leur retour au village. Cependant, pour des profils migratoires semblables, les discours sont parfois contradictoires et relèvent plus de la position des acteurs dans le champ social que d'un réel problème d'insertion.

Pour ces individus, les travaux agricoles sont essentiellement perçus comme une activité pénible, contrairement aux autres personnes interrogées qui mettent plus volontiers l'accent sur leur rapidité d'adaptation.

Les migrants reprochent aussi aux villageois leur absence de projet à long terme, de prévision budgétaire ; la réalisation d'économie serait l'apanage des migrants habitués, par leur immersion dans l'économie de marché et l'expérience du salariat, à gérer un budget. L'essentiel des griefs tenus à l'encontre des villageois montre bien qu'il existe une opposition entre une rationalité technico-scientifique urbaine et la rationalité traditionnelle.

L'apathie des villageois envers les projets novateurs est parfois soulignée : « *le problème, avec les gens du village, c'est qu'ils sont comme des moutons, on peut pas les bouger. Si tu viens de la ville et que tu as des projets pour le village, ils ne suivent pas, tu as beau leur expliquer* ».

De même l'individualisme et l'absence de consensus qui en découle pour toute action collective sont régulièrement reprochés aux habitants. Cet argumentaire sert aux migrants de justification à l'échec ou, à l'absence de coopératives ou de projets collectifs : « *Les*

gens sont très individualistes, il n'y a pas de sentiments collectifs, les politiciens nous ont sensibilisés aux travaux collectifs mais personne n'a pris cela au sérieux...Je ne vais pas perdre mon temps à sensibiliser les gens » .

Un autre migrant explique : *« J'avais un projet de chambre froide, monter cela pour le poisson. Mais, l'argent réuni par les villageois nécessite de s'entendre. Mais, comme l'argent ne fait que transiter, il n'y a pas d'intérêt immédiatement visible. L'investissement, l'épargne pour les villageois, ça pose des problèmes et donc pour les projets c'est difficile. Il faut d'abord amener quelque chose de concret pour encourager les villageois sinon ça marche pas. »*

L'échange inégal dont est victime le migrant à son retour ou, l'attention intéressée dont il est l'objet de la part des habitants, qui espèrent bien une rétribution, se transforme rapidement en tension lorsque ces attentes ne sont pas satisfaites et renforce l'écart entre le migrant et les autres habitants. Ainsi un migrant explique *« La brousse ça va, il y a pas eu trop de problème, mais des problèmes au niveau du village par rapport à la mentalité d'ici. On donne à boire et à manger aux étrangers pendant deux jours et puis, après, vous n'êtes plus considéré comme un étranger, alors vous vous débrouillez ».*

Le discours relatif à la mise en place des coopératives met en évidence les intérêts personnels que l'individu espère retirer de sa participation ainsi que les intérêts collectifs en terme de rentabilité du travail ou dans le but d'agir plus efficacement sur le processus de vente (prix, pesée...).

L'influence de la durée de séjour, et donc de l'expérience acquise en milieu urbain, sur le type d'argument avancé est nette. Ceux qui mettent en avant les intérêts collectifs ont résidé deux fois plus longtemps en ville (13,5 ans contre 7,5 ans) que les personnes qui justifient leur participation par les avantages individuels qu'ils espèrent en retirer (primes).

Cette liaison entre la durée du séjour en ville et l'adoption d'un discours soulignant l'opposition de conceptions socioculturelles entre certains migrants et le reste des habitants se trouve conforté par l'analyse des caractéristiques du groupe que l'on peut qualifier de « moderniste » et que nous avons défini comme l'ensemble des personnes ayant souligné l'écart existant entre leur mode de pensée et celui des non migrants.

Trois variables permettent de distinguer les « modernistes » du reste des personnes enquêtées :

- le nombre d'années passées à l'extérieur du village est plus élevé (63,2% sont partis plus de cinq ans) et peu d'individus ont effectué une

migration de très courte durée (10,5% sont partis moins de deux ans contre 29% pour l'ensemble des migrants)

- le lieu de destination, puisque seulement 16% sont demeurés dans le monde rural. La capitale provinciale et les autres villes secondaires du Cameroun (52,6%) sont les zones d'attractions privilégiées de cette catégorie de migrants.

- les projets, dont la fréquence très élevée (84,2 %) marque ainsi, une volonté plus nette de s'investir dans le village que la moyenne. À l'inverse, le niveau scolaire et la volonté de repartir ne sont pas des variables discriminantes.

Des comportements socioculturels novateurs

Il faut noter l'importance des habitations que l'on peut qualifier de modernes, tant par l'aspect extérieur que par l'agencement intérieur (disposition et importance du mobilier, photos...). La construction d'une demeure imposante en ciment est l'élément incontestable de réussite économique et de prestige social, comme c'est le cas de certains retraités ayant passé toute leur vie professionnelle dans une grande ville. Cependant, de manière plus subtile et, à capacités financières égales, le migrant se distinguera du villageois par l'agencement de son intérieur : importance du mobilier, disposition, place des photographies...

Cet investissement dans l'intérieur de l'habitation se double d'une pratique de l'espace privatif plus accentuée. Ainsi, les personnes qui investissent dans leur intérieur y passent plus de temps, et cela au détriment de l'espace collectif par excellence que représente le Corps de garde¹. Ils restent plus volontiers chez eux pour recevoir les invités, pour les repas ou le repos.

Ce changement d'attitude ne va pas sans tensions et le migrant doit composer face à la pression du village, comme l'explique l'un d'eux « *J'ai un beau salon, mais je ne l'utilise pas aussi souvent que je voudrais car, si je reste trop là-bas et pas assez au corps de garde, les villageois croient que tu es fier, que tu les méprises alors je retourne là-bas mais je reçois les invités ici au salon.* » Dans un des villages, les tentatives pour remettre en usage les repas au corps de garde ont avorté face aux dissensions créées.

L'alimentation est aussi un bon indicateur des changements culturels. Les pratiques alimentaires des villes s'immiscent dans celles du village à l'occasion des cérémonies festives où, les produits d'importations se substituent aux aliments locaux (maquereaux, vin rouge, café...).

¹hangar ouvert où se tiennent les hommes pendant la journée. Lieu de rencontres et de palabres.

Une vision différente dans la gestion du temps et de l'argent a pu aussi être appréciée : « *Certainement, les gens qui ont habité la ville ont une conception différente du travail. Ici, les villageois ne calculent qu'au jour le jour, ils vont aux champs de concombres et, s'il faut, ils y restent jusqu'à la nuit sans penser au souper ou faire autre chose. Moi, par exemple, je rentre toujours avant midi pour m'occuper à diverses activités et je veux que ma femme rentre du champ avant seize heures* ».

La gestion de l'argent, même si celle-ci tient une place modeste dans une économie peu monétarisée, révèle la volonté, chez les migrants, de susciter de nouveaux comportements auprès des habitants. Ils leur reprochent un manque d'anticipation, de prévoyance : « *les gens d'ici ne prévoient pas le lendemain avec leur argent, s'ils en ont beaucoup après la récolte du cacao, ils dépensent tout en boisson ou d'autres choses sur le moment. Ils ne gardent rien en prévision de moments difficiles, pour les médicaments, alors que les gens qui ont vécu en ville comme moi font plus attention, ils gardent un peu* ».

L'ouverture d'un compte en banque n'est pas rare chez les migrants ou du moins sa pratique est-elle connue et appréciée alors que les non migrants s'orienteront plus volontiers vers des formes d'épargne plus traditionnelles (tontines, caisses noires).

Les migrants tentent parfois de mettre en place un compte collectif au niveau du village : « *Oui j'ai un petit compte à la CCP. J'ai montré ça aux villageois, comment faire, mais ils ont peur que ça se perde là-bas, ils ne croient pas aux avantages que je leur dis* ».

Un villageois confirme la difficulté de mettre en place un système de gestion bancaire au village : « *La FUMAC nous a donné des renseignements, mais les formalités sont difficiles à remplir pour prendre l'argent. Moi j'ai compris, mais pas tous les villageois, même si j'essaye de les aider....Avec la COMAC il y a une caisse d'épargne, mais ça ne marche pas. J'ai ici plus de quarante cartes qui ne sont pas vendues. La COMAC a créé la caisse d'épargne; j'étais le président, mais beaucoup boivent à la place d'épargner, alors qu'ici ils essaient d'épargner même si c'est seulement que 12000 francs. Ils vont utiliser cela à la saison sèche. D'autres n'acceptent pas, car ils ont peur que le trésorier bouffe l'argent.* »

Les migrants participent cependant aux formes d'épargne traditionnelles, mais ils essaient parfois de les moderniser.

L'investissement dans la coopérative, vecteur privilégié du développement.

La mise en place de nouvelles formes d'organisation de la production est un facteur indispensable dans toute dynamique de développement

et les migrants y contribuent nettement au travers de leur participation active aux coopératives, avec 64,3% d'adhésions à ces dernières.

Cependant, le fort investissement dont peuvent se prévaloir les migrants au sein des coopératives ne préjuge pas forcément d'un développement efficace.

Les différentes formes de groupement, avant d'être des projets de développement agricoles, sont d'abord les instruments d'une politique de contrôle par l'Etat des petits producteurs. L'État a saupoudré les espaces cacaoyers et caféiers de sociétés et de programmes de développement sans chercher à favoriser une quelconque représentation paysanne.

« Avant, la SODECAO aidait les planteurs à créer de nouvelles plantations. Vers les années 85-90, ils donnaient du matériel et des sachets pour la plantation, des brouettes aussi, mais la société a été dissoute avec la crise économique. Maintenant il n'y a plus rien » nous indique un planteur.

Lorsque la coopérative fonctionne, ce qui est le cas dans la moitié seulement des villages enquêtés, l'absence de soutien des autorités entrave encore plus le fonctionnement de ce système : *« C'est difficile, la coopérative, car les chefs de la coopérative au niveau de l'arrondissement, les fonctionnaires, bloquent tout, même s'il y a des propositions. On sait pas si les demandes arrivent ou il se doit. On a demandé à construire la maison de la coopérative depuis cinq ans comme à N. et M, mais toujours pas de nouvelles »*.

Des projets innovants, indicateurs d'un changement social potentiel

En questionnant les migrants sur leurs projets nous voulions cerner leur potentiel d'innovation dans le milieu d'origine.

Près des trois quarts des migrants déclarent avoir au moins un projet et 26,9% plusieurs. Ces projets relativement divers ont été regroupés en trois types qui reflètent la conception plus ou moins « innovatrice » des migrants et ses conséquences sur la vie socio-économique du village.

Le premier type de projet (agrandissement de l'exploitation, cultures traditionnelles, création d'une plantation) relève d'une conception traditionnelle de la vie socio-économique alors que le second (équipements collectifs, nouvelles cultures, élevage) répond à une vision plus moderne.

Le commerce (la création d'une boutique) représente un stade intermédiaire entre ces deux types de projet.

La volonté d'innover en matière de production agricole au travers de nouvelles cultures est très présente parmi les personnes interrogées (31,9%). Celles-ci devancent la création d'une petite boutique qui demeure une constante dans cette zone très enclavée qui souffre de l'absence de ravitaillement en produits de première nécessité. L'élevage et la mise en place d'équipements collectifs pour le village (dispensaires, puits, écoles..) ne sont pas négligés (12,9%) alors que les projets de type traditionnels sont nettement moins bien représentés. La majorité des projets proposés par les migrants sont donc de type moderniste (57,3%) bien qu'ils investissent aussi dans les cultures traditionnelles.

Ces quelques résultats montrent leur dynamique au sein de la communauté villageoise. Mais, la plupart du temps, toutes ces bonnes intentions restent en l'état, en raison du manque de moyen financier et surtout d'une totale absence d'infrastructure de transport empêchant toute circulation des produits et des hommes. Cette situation est aggravée par le manque de moyens de conservation des marchandises et de la demande locale.

Lorsqu'ils décrivent leur projet, près de la moitié des migrants renvoient effectivement la « paternité » de celui-ci à son observation au lieu de résidence lors de la migration ; par exemple :

« Je voulais entreprendre l'élevage de volaille à tout prix car, quand j'étais à l'ouest, ça rapportait beaucoup, on vendait la chair, les œufs. Cela m'a tellement intéressé. Et aujourd'hui si j'avais les moyens je ferais ça. »

ou encore : *« Je pense faire une plantation de tomates, je vais essayer, on verra. J'ai vu comme les autres en font à Ebolowa, la production est rapide ».*

Il s'agit donc d'un indicateur très pertinent pour saisir l'impact de la mobilisation du savoir acquis lors de l'expérience urbaine sur le milieu d'origine. Cette prégnance d'un modèle extérieur dans les intentions modernisatrices des migrants se retrouve dans tous les types de projets (commerce, équipements collectifs, coopérative).

La nécessité économique et la multiactivité

Parmi les migrants, 13,5% exercent une autre activité en sus de celle de planteur. La mise en place d'un commerce (l'un des investissements les plus prisés par les migrants) relève de deux logiques distinctes. Il peut s'agir soit d'un moyen d'accumulation d'un capital en vue d'améliorer ses revenus :

« Il a créé une plantation de concombres, et si ça rapporte bien il veut monter une boutique pour vendre divers articles. Il considère que ça rapportera beaucoup plus et s'il réussit tout ça, il peut aller créer une boutique en ville à Ma'an ou dans une autre ville. »

soit de pouvoir réaliser ses projets :

« Avec les revenus du commerce j'ai pu acheter une plantation de cacao de deux hectares chez un oncle maternel, puis comme c'était insuffisant, j'ai donc acheté une autre parcelle d'à peu près trois hectares avec la boutique et j'espère qu'avec mon commerce je vais pouvoir l'agrandir pour devenir un homme d'affaires... »

La création d'une boutique pour les migrants de retour peut aussi être conçue comme un palliatif à la faiblesse des revenus tirés de la terre, sans intention d'accumulation dans un but précis.

« Vous savez, pour celui qui vient de la ville, c'est difficile de subsister de la brousse, il faut payer le gibier. alors pour joindre les deux bouts on a fait une boutique; c'est pas pour les profits ».

En dehors du commerce officiel relativement modeste (une petite boutique par village avec quelques produits de première nécessité), il existe en complément un commerce informel qui propose les mêmes articles (cigarettes, pétrole, vin de palme...). Les villageois, à l'occasion de déplacements en ville, ramènent un stock de l'un de ces articles qu'ils revendent au village à des prix nettement supérieurs au prix d'achat et de transport. Là encore, les migrants de retour participent fréquemment à ce genre d'activité sans pour autant en détenir le monopole.

Enfin certains migrants exercent un métier en complément à celui de planteur : charpentier, maçon, menuisier. Ces activités représentent aussi un moyen supplémentaire de réinsertion sur le lieu d'origine surtout, lorsqu'ils n'ont pas de plantation.

En dernier lieu, il est intéressant de noter que sept chefs de village sur onze sont des « migrants de retour ». Ainsi, loin de n'être représenté que par une seule classe sociale, notre échantillon possède en son sein toutes les strates de la hiérarchie traditionnelle. Cet élément peut aussi avoir son importance dans la propagation de certains comportements novateurs.

Des degrés divers dans l'acquisition d'un comportement novateur

On peut également se demander si la valorisation des acquis de l'expérience urbaine dépend, outre de la position sociale de l'individu, de son parcours migratoire.

Afin de répondre à cette interrogation, nous avons comparé les migrants, classés en fonction du lieu de destination, de l'âge et du temps passé à l'extérieur du village.

Les principales conclusions qui ressortent de cette comparaison sont les suivantes :

L'incidence du lieu de résidence sur la participation aux coopératives donne un résultat inverse à nos hypothèses : les personnes ayant séjourné dans les grands centres urbains participent moins à ces regroupements que les « ruraux ». Il en va de même des jeunes qui s'impliquent moins que la moyenne. C'est le contraire pour les personnes ayant vécu longtemps à l'extérieur (78,6% comme adhérent et 42,9% en tant que membre actif).

Une relation forte se retrouve entre la durée passée en ville et les projets de type modernes (80% de ces personnes, pour un taux de 22,2% chez les moins de 35 ans) qui n'existe pas pour le lieu de résidence. Dans le même esprit, les migrants absents plus de dix ans ont davantage tendance à proposer plusieurs projets que la moyenne. En revanche, les jeunes et les ruraux sont peu nombreux à être dans cette situation.

Les individus ayant immigré sur une durée de dix ans ou plus ont donc de nombreuses similitudes avec la catégorie des « novateurs » (personne participant aux coopératives et aux projets de type moderne). Ces derniers sont relativement âgés (plus de 51 ans), ils sont mariés et, une minorité accepterait de repartir. Ce groupe est essentiellement constitué de fonctionnaires et d'employés avec un parcours nettement urbain. Leur niveau d'étude élevé semble être la seule différence notable avec les personnes migrantes sur plus de dix ans. Le temps passé en ville semble donc être la variable déterminante pour qu'un migrant s'investisse dans son milieu d'origine.

D'autres éléments viennent renforcer cette propension à investir : il faut que le migrant soit bien inséré au village et donc qu'il ait atteint un âge assez avancé, annihilant par là même toute velléité de départ. L'analyse de E.Ngwe (Ngwe E., 1991) montre que le comportement migratoire des ruraux est davantage fonction des motivations individuelles que d'une différence de niveau de développement entre régions ou d'une population trop nombreuse par rapport aux ressources disponibles.

En effet, les jeunes, malgré leur parcours urbain ou leur niveau d'étude, ne sont pas suffisamment insérés dans le village et envisagent trop souvent l'éventualité d'un nouveau départ pour s'investir dans leur lieu d'origine. L'archétype même du novateur peut être perçu comme l'aboutissement d'une succession d'étapes nécessaires : un niveau d'étude élevé lui permettra de se maintenir en ville afin d'accumuler les expériences, de se forger un nouvel état d'esprit qu'il

pourra réinvestir au village à la condition de ne plus avoir l'intention de repartir. Mais pour que cette condition soit remplie, il doit être bien inséré dans celui-ci et par nécessité avoir atteint un certain âge, qui de toute façon l'oblige à rester sur place tout en le laissant suffisamment dynamique pour entreprendre des actions au niveau du village.

L'analyse de ces différentes catégories de migrants soulève un autre point intéressant puisqu'il infirme, dans ce cas précis, les résultats obtenus par Manga Bella (1994) sur le village de Yemessoa, à savoir que l'investissement au village dépend de la réussite ou de l'échec de la migration. En effet, nous avons analysé à part, les personnes ayant eu un parcours urbain plutôt vécu comme négatif (c'est-à-dire revenues à la suite d'une perte d'emploi). Or ces individus semblent s'investir autant que les autres migrants. Ils participent aux coopératives (66,6%), formulent des projets (76%) qui sont majoritairement de type moderne. De plus, les principaux indicateurs choisis pour noter le degré de réinsertion au village (habitation, situation matrimoniale, plantation) ne diffèrent guère des taux obtenus pour l'ensemble des migrants.

Quel est l'apport en définitive des migrants de retour au village? Certes ils ne peuvent enclencher une dynamique de développement par le seul réinvestissement des acquis relevant de l'expérience migratoire, trop de facteurs entravent ces initiatives.

- La plupart rentrent au village sans avoir acquis préalablement les éléments d'un statut social stable et ils se réinsèrent donc dans les structures familiales existantes.

- Les facteurs exogènes sont bien trop pesants : infrastructure inexistante, faible soutien des instances publiques aux initiatives.

- L'étroitesse financière grève tous les projets.

Ces éléments ne feront probablement que s'amplifier dans la mesure où la crise économique renverra de plus en plus de migrants démunis au village et que l'État n'aura plus les moyens de mener des actions de soutien efficaces au développement.

Cependant les migrants de retour agissent malgré tout sur leur environnement. Des potentialités de changements socio-économiques existent, que ce soit en terme de nouvelles organisations collectives, d'innovations agricoles ou extra-agricoles ou, en terme de changements socioculturels. L'orientation vers d'autres activités, la familiarisation avec de nouveaux circuits financiers à usage individuel ou collectif sont autant d'indices désignant le migrant comme un vecteur potentiel de changement socio-économique. De fait, ces évolutions possibles ou ces transformations effectives pourront servir de base à une dynamique de développement dans la mesure où l'évolution des facteurs exogènes soutiendra cette dernière.

Conclusion : la relation ville-village, migration ou circulation?

Cette étude nous a permis d'entrevoir une modification du comportement socioculturel chez la plupart des migrants, notamment pour les individus dont la durée de migration fut longue. Cette modification entraîne des clivages vis-à-vis des non migrants sur un certain nombre d'éléments socioculturels. L'aptitude du migrant à innover, dans le domaine agricole et extra-agricole, a donc pu être mise en évidence et constitue un potentiel non négligeable pour le développement de la zone.

Au regard de ces quelques données, le pouvoir de rétention du monde rural paraît fortement tributaire de la dégradation des conditions du marché du travail en ville. Ainsi, les difficultés d'insertion en ville maintiennent les jeunes au village alors que, comme le rappelle E. Le Bris et A. Quesnel (Le Bris E. et Quesnel A., 1991) « leurs objectifs et leurs stratégies, de plus en plus individuelles, s'inscrivent dans le monde urbain ». Si, comme nous l'avons souligné précédemment, la migration pour une partie importante des migrants (essentiellement ceux qui accepteraient de repartir sans toutefois entamer des démarches actives) s'inscrit dans une stratégie de maintien et de reproduction de l'exploitation ; cette dernière, pour les jeunes (les plus dynamiques au départ), n'est plus qu'un lieu de repli momentané. Ils ne migrent plus dans un mouvement bipolaire sur le long terme mais ils circulent, leurs séjours sont plus courts en raison de la récession. Il y a peut-être une intensification des flux dans les deux sens mais peut-on véritablement parler d'un renversement des rôles affectés au couple ville/village : la cité, traditionnel lieu d'attractivité, deviendrait-elle le pôle répulsif au bénéfice du village ? L'essentiel des migrants n'ont pas choisi ce retour ; que ce soit pour des nécessités de succession ou en raison de la récession il s'est imposé à eux ; ils adoptent, pour une grande partie d'entre eux, une attitude attentiste, dans la mesure où la ville ne leur offre pas les garanties suffisantes pour un nouveau départ, cependant la grande majorité n'exclut pas cette éventualité. La migration étant une recherche de mieux être, ils sont en position de repli au village. Malgré tout, cette situation ne les empêche pas de se réinsérer au lieu d'origine.

BIBLIOGRAPHIE

COURGEAU J., 1983. *Méthode de mesure de la mobilité spatiale*, Paris, INED

DOUNIAS E., 1993. *Dynamique et gestion différentielles du système de production à dominante agricole des Mvae du Sud cameroon forestier*, Thèse de Biologie végétale tropicale, Université de Montpellier II, 646p

- GUBRY P. et coll., 1996. *Le retour au village : une solution à la crise économique au Cameroun ?*, Paris, L'Harmattan, 205p
- GUIMAPI C., 1991. *Migration de retour et changement social au Cameroun de l'Ouest*, mémoire de DEA en sociologie, Université de Yaoundé, 115p
- HARRIS J.R. et TODARO M.P., 1970. *Migration, unemployment and development : a two sector analysis*, American economic review, 6, 20, 121-146
- LE BRIS E. et QUESNEL A., 1991. *Circulation des hommes et urbanisation*, Politiques Africaines, 44,
- MANGA BELLA L., 1994. *Migrants de retour et développement rural. Le cas de Yemessoa*, Les cahiers d'Ocisca, 10, 32p
- NGWE E., 1991. Marginalisation socio-économique : facteur endogène de l'émigration rurale?, in Quesnel A. et Vimard P; édés, *Migration, changement social et développement*, ORSTOM, p89-102
- OBERNAI A. S., 1989. *Migration, urbanisation et développement, programme mondial pour l'emploi*, Document n ° 5, B.I.T., Genève
- PICOUET M., 1991. Transformation des formes de mobilité dans les années récentes et évolution des approches et méthodes, in Quesnel A. et Vimard P. édés, *Migration, changements sociaux et développement*, Paris, ORSTOM, p12-23
- ROUBAUD F., 1994. *Le marché du travail à Yaoundé, 1983-1993. La décennie perdue*, Tiers-Monde, XXXV, 140, 751-778.
- TIMNOU J.P., 1993. *Migration, urbanisation et développement au Cameroun*, Les cahiers de l'IFORD, 4, 113p

Travaux de la Société d'Écologie Humaine

c/o UMR 6578 du CNRS - Adaptabilité Humaine : Biologie et Culture
Université de la Méditerranée, Faculté de Médecine
27, boulevard Jean-Moulin, 13385 Marseille cedex 5

Directeur de la Publication : Nicole Vernazza-Licht

Déjà parus :

L'homme et le lac 1995

Impact de l'homme sur les milieux naturels : Perceptions et Mesures 1996

Cet ouvrage est issu, pour l'essentiel, des travaux présentés aux VIII^e journées scientifiques de la Société d'Écologie Humaine (SEH), qui se sont tenues à Orléans en juin 1996.

Ces journées étaient organisées par :

- la Société d'Écologie Humaine
- l'équipe du DEA « Environnement, Temps, Espaces, Sociétés », Université d'Orléans
- l'UMR 6578 « Adaptabilité Humaine : Biologie et Culture », CNRS-Université de la Méditerranée, Marseille
- le laboratoire Population-Environnement, Université de Provence/Orstom, Marseille
- le laboratoire ERMES, Orstom, Orléans

Il a bénéficié du soutien financier du département Environnement, Technologies et Société de l'Université de Provence, Marseille

Dépôt légal : 4^e trimestre 1998

ISBN : 2-9511840-2-6

ISSN : 1284-5590

Tous droits réservés pour tous pays

© Éditions de Bergier

476 chemin de Bergier, 06740 Châteauneuf de Grasse

bergier@webstore.fr

VILLES DU SUD
ET
ENVIRONNEMENT

Éditeurs scientifiques

Daniel Bley, Jacques Champaud, Patrick Baudot,
Bernard Brun, Hélène Pagezy, Nicole Vernazza-Licht

Travaux de
la Société
d'Ecologie
Humaine



1997